

CURRICULUM VITAE

NOM : ADOSSOU
Prénoms : Victor Dassi
Fonctions : Premier Président de la Cour suprême du Bénin

ETUDES SUPERIEURES

- 1979 – 1982 : Institut National des Sciences juridiques et administratives (INSJA) – Université Nationale du Bénin (UNB) ;
- 1984 – 1986 : Ecole Nationale d'Administration (Option magistrature) ;
- 1998 / Stage de perfectionnement à l'Ecole Nationale de la Magistrature de France (Paris) – Section internationale.

- DIPLOMES OBTENUS -

- Diplôme de niveau I de l'INSJA, Option Magistrature et Carrières Judiciaires ;
- Diplôme de sortie de l'ENA niveau II Option Magistature ;
- Certificat de stage de l'Ecole Nationale de la Magistrature de France (Paris) Section internationale.

ETUDES SECONDAIRES

- 1971 – 1978 : Collège Père Aupiais Cotonou

- DIPLOMES OBTENUS -

- BEPC
- Baccalauréat Série A 4
- 1978 – 1979 : Mission patriotique, idéologique et militaire (Première promotion des bacheliers et mission d'enseignement)

ETUDES PRIMAIRES

- 1968 – 1971 : Ecole primaire Publique de Madjiré (DOGBO)
- 1965 – 1968 : Ecole primaire publique d'Agatogbo (COME)

- DIPLOMES OBTENUS-

- Certificat d'Etudes Primaires et Elémentaire (CEPE)
- Entrée en 6^{ème}

VIE PROFESSIONNELLE

- Affecté à la direction des affaires financières et administratives du Ministère de la Justice Populaire et chargé de la gestion administrative des agents de la catégorie A.

(Note de service (n° 26 /MJP/DGM/DAFA/SAA/230 du 05 mars 1983)

- Mis à la disposition de la direction des affaires financières et administratives du ministère de la Justice et de législation d'octobre 1986 à février 1988 ;*
- Nommé au Tribunal de 1^{ère} instance d'Abomey en qualité de juge d'instruction 2^{ème} cabinet pour compter de février 1988 par décret n° 88-59 du 15 février 1988 ;
- Nommé au Tribunal populaire de District de Natitingou en qualité de juge d'instruction par décret n° 38-491 du 3 décembre 1988 ;
- Nommé Substitut du Procureur de la République près le tribunal de 1^{ère} instance d'Abomey par décret n° 90-208 du 27 août 1990 ;
- Nommé Procureur de la République près le Tribunal de 1^{ère} instance d'Abomey par décret n° 91-175 du 25 juillet 1991 ;
- Nommé Conseiller technique juridique du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation par décret n° 94-391 du 28 novembre 1994 ;
- Nommé Procureur de la République près le Tribunal de 1^{ère} instance d'Abomey cumulativement avec ses fonctions de conseiller technique du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation par décret n° 95-19 du 25 janvier 1995 ;

- Mis à la disposition du Président de la Cour suprême pour servir au Cabinet par décret n° 93-139 du 24 avril 1996 ;
- Nommé directeur de cabinet du Président de la Cour suprême par ordonnance n° 96-18/PCS-CAB du 12 août 1996 ;
- Elu et réélu Secrétaire général de l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-HJF) dont le siège est à Cotonou depuis le 10 novembre 1998 cumulativement avec ses différentes fonctions ;
- Nommé Conseiller à la Cour suprême par décret n° 2002-231 du 15 mai 2002 ;
- Affecté comme conseiller à la chambre administrative de la Cour suprême (section I, Plein contentieux) par ordonnance n° 2002-0032/MCS/CAB du 09 juillet 2002 du Président de la Cour suprême ;
- Nommé Secrétaire général de la Cour suprême par ordonnance n° 2006-011/PCS/CAB du 12 avril 2006 du Président de la Cour suprême ;
- Nommé Président de section (Section III, contentieux des collectivités locales) par ordonnance n° 2015-026/PCS/SG/S du 12 mai 2015 ;
- Nommé Président de la chambre administrative de la Cour suprême par décret n° 2017-195 du 29 mars 2017 ;
- Procureur général près la Haute Cour de Justice du 31 août 2017 au 25 mars 2021 cumulativement avec les fonctions de Président de la chambre administrative de la Cour suprême ;
- Nommé Président de la Cour suprême par décret n° 2021-096 du 23 mars 2021 du Président de la République ;
- Premier Vice-Président du Conseil supérieur de la Magistrature depuis le 25 mars 2021, date de la prise de mes fonctions en qualité de Président de la Cour suprême ;
- Président de l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-JJF) dont le siège est à Cotonou depuis le 25 mars 2021 ;
- Elu Président de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des Pays ayant en partage l'usage du Français (AHJUCAF) depuis le 1^{er} juillet 2022 au 7^{ème} Congrès statutaire de l'Association à Cotonou, République du Bénin.

ACTIVITES SCIENTIFIQUES MENEES DANS LES DOMAINES JURIDIQUE ET JUDICIAIRE

- Rapporteur du Comité préparatoire du Forum des Etats généraux de la Justice qui a eu lieu en novembre 1996 à Cotonou ;
- Deuxième rapporteur du Présidium des Etats généraux de la Justice (novembre 1996) ;
- Co-auteur de l'ouvrage intitulé « *Plaidoyer pour le renforcement de la capacité juridique et judiciaire au Bénin* » avec Monsieur Arsène CAPO-CHICHI, alors président de la Cour d'appel de Cotonou (1996) ;
- Rapporteur général du Séminaire ayant eu pour thème : Moralisation et justice organisé par la cellule de moralisation de la vie publique du 04 au 05 février 2000 ;
- Rapporteur général du séminaire organisé par l'Union nationale des magistrats du Bénin (UNAMAB) sur « *La problématique de l'indépendance du pouvoir judiciaire au Bénin* » ;
- Rapporteur des comités préparatoires des différentes sessions de formations et des colloques internationaux qu'organise chaque année, l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-HJF) ;
- Rapporteur de la Commission de relecture du statut de la magistrature créée par arrêté du Garde des Sceaux, Ministre en charge de la Justice.

DECORATIONS

- Chevalier de l'Ordre National du Mérite du Bénin (décret n° 97-361 du 28 juillet 1997) ;
- Officier de l'Ordre National du Mérite du Bénin (décret n° 2004-513 du 14 septembre 2004) ;
- Commandeur de l'Ordre national du Mérite (décret n° 2015-385 du 09 juillet 2015) ;
- Grand Officier de l'Ordre National du Mérite du Bénin (Décret n° 2021-246 du 17 mai 2021).

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- Destinataire de la lettre de félicitations n° 807/MJL/DC/DDCP/231 du 08 septembre 1993 adressée par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation ;
- Consacré agent modèle de la Cour suprême au titre de l'année 2002 par lettre n° 2728/MFPTRA/DC/SGM/CTRA/SA du 26 novembre 2002 du Ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative ;
- Bénéficiaire de la Palme Cardinal Bernardin GANTIN des artisans de la paix, 8 mai 2016.

STAGES

- Stage à l'Ecole nationale des greffes de Dijon (France) sur l'administration des juridictions (mai-juin 1994) ;
- Stage de perfectionnement à l'Ecole nationale de la Magistrature de Paris (section internationale) janvier à juin 1998.

MISSIONS A L'ETRANGER

- Participation à divers colloques et conférences internationales sur la justice en Afrique, en Asie, en Europe, Au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique

GRADE ACTUEL

- Magistrat de grade hors hiérarchie par décret n° 2019-427 du 30 septembre 2019 portant nomination de magistrats dans le grade hors hiérarchie.

VIE ASSOCIATIVE

- Ancien membre de la Commission béninoise des Droits de l'Homme (CBDH).
- Ancien membre de l'Observatoire sur la Justice au Bénin.
- Président du Conseil d'administration du Collègue catholique d'Agatogbo-Guézin.

Je soussigné exacts les renseignements ci-dessus

Cotonou, le 16 juillet 2024

Victor Dassi ADOSSOU